



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 21/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SAFRAN AEROSYSTEMS**

RN 19 - RUE BLAISE PASCAL  
BP 49  
77 720 Mormant

Références : E/26- 0937  
Code AIOT : 0006501999

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement SAFRAN AEROSYSTEMS implanté rue Blaise Pascal à Mormant (77 720). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 07 avril 2026 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et l'action nationale relative aux produits chimiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFRAN AEROSYSTEMS
- Rue Blaise Pascal 77 720 Mormant
- Code AIOT : 0006501999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société « REVETECH Surface Treatments » a été rachetée par « SAFRAN AEROSYSTEMS » courant 2025.

Cette société est spécialisée dans le traitement de surface de pièces métalliques par électrolyse à destination de l'industrie aéronautique, en particulier pour les raccords de tuyauteries de divers fluides des avions. Elle est regroupée avec le site SAFRAN situé à Soignolles-en-Brie (77 111) qui fabrique ces dit-raccords, au travers d'un Centre d'Excellence Industriel (CEI).

Le CEI emploie 150 salariés et il est envisagé une augmentation de la capacité de traitement dans les 3-4 années à venir sur le site de Mormant. Cette augmentation de traitement devrait faire l'objet d'un Porter-à-Connaissance courant 2026.

La société « SAFRAN AEROSYSTEMS » bénéficie dans ce cadre de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 273 imposant des prescriptions complémentaires du 22 octobre 2009 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017/DRIEE/UD77/056 du 15 juin 2017.

Cette société relève de la réglementation IED au titre de la rubrique ICPE 3260.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Produits chimiques
- REACH
- Air
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative au regard des rubriques 4110 & 4120	Code de l'environnement, article R. 511-9 Annexe 3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
2	Fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	VLE des eaux pluviales de voiries et mesure périodique de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, articles 2.3.8 & 2.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	VLE des rejets atmosphériques et mesure périodique de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, articles 3.2.4 & 3.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.6.7	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
9	Surveillance Piézométrique	Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, article Titre 3 - Chapitre 3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, articles 7.6.1 & 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
11	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.5.3.1	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Gestion et entretien des ouvrages d'épuration et de pré-traitement	Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, articles 2.3.1.2 & 2.3.3	Sans objet
7	Calcul de la consommation d'eau spécifique	Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, articles 2.4.1 & 2.4.2	Sans objet
12	Élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 5.3.2	Sans objet
13	Déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP)	Arrêté Ministériel du 15/06/2017, article Titre 3 - Chapitre 3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 07 avril 2026 a mis en évidence que le classement sur certaines rubriques ainsi que plusieurs prescriptions s'appliquant à l'exploitant sont obsolètes. Par conséquent, l'exploitant doit mettre à jour sa situation administrative vis-à-vis notamment des rubriques 4110 & 4120.

Puisqu'une augmentation de capacité de traitement est envisagée par l'exploitant et que celle-ci devrait faire l'objet d'un Porter-à-Connaissance (PAC) courant 2026, il lui est demandé d'intégrer les diverses modifications afférentes dans celui-ci. Dans l'attente de ce PAC, l'exploitant est non-conforme sur certaines prescriptions qui lui sont applicables.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative au regard des rubriques 4110 & 4120

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 511-9 Annexe 3	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
4110 - Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.	
<b>1. Substances et mélanges solides.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 1 t	(A-1)
b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t	(DC)
<b>2. Substances et mélanges liquides.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 250 kg	(A-1)
b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	(DC)
<b>3. Gaz ou gaz liquéfiés.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
Supérieure ou égale à 50 kg	(A-3)
Supérieure ou égale à 10 kg, mais inférieure à 50 kg	(DC)
4120 - Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.	
<b>1. Substances et mélanges solides.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 50 t	(A-1)
b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	(D)
<b>2. Substances et mélanges liquides.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 10 t	(A-1)
b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	(D)
<b>3. Gaz ou gaz liquéfiés.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 2 t	(A-3)
b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t	(D)
<b>Constats :</b>	

L'exploitant a indiqué qu'aucun changement significatif n'a eu lieu concernant les différentes quantités mises en œuvre dans le cadre de ses installations, notamment en ce qui concerne les rubriques 3260 et 2565.

L'exploitant a transmis a posteriori et à la demande de l'Inspection, les quantités stockées et les quantités déployées dans les différents bains de traitement (concentration des produits solides dissous ou des produits liquides dilués) des produits relevant des rubriques 4110 et 4120. L'exploitant a indiqué que les produits déployés ne sont pas purs et que les substances dangereuses concernées ne représentent qu'une partie de la masse.

Néanmoins, à partir du moment où il y a des mélanges (bains de traitement), il s'agit de considérer le potentiel classement de ces mélanges au titre des rubriques 4xxx, conformément au guide technique produit par l'INERIS sur la classification des mélanges. Si des produits chimiques « purs » sont utilisés tels quels dans les bains (pas de dilution par exemple), il faut toutefois les considérer individuellement et bien les ajouter au stock lorsqu'il s'agit de considérer le classement d'une substance.

Le tableau ci-dessous rend compte des différentes quantités communiquées par l'exploitant :

Rubrique ICPE concernée	Substance	Quantité stockage	Quantité déployée dans les bains (quantités dissoutes ou diluées)	Total	Quantité totale autorisée par l'APC de 2017
4110-1 (substances et mélanges solides de toxicité aigüe de catégorie 1)	Acide Chromique ( $H_2CrO_4$ )	96 kg	x	96 kg	300 kg
	Cyanures de sodium (NaCN) Cyanures de Potassium (KCN)	58 kg	93 kg	151 kg	
	Oxyde de cadmium (CdO)	20 kg	20 kg	35 kg	
4110-2 (substances et mélanges liquides de toxicité aigüe de catégorie 1)	Acide Fluorhydrique (HF)	37 kg	8,23 kg	45,23 kg	55 kg
4120-2 (substances et mélanges liquides de toxicité aigüe de catégorie 2)	Oxyde de Chrome VI ou Trioxyde de Chrome ( $CrO_3$ )	x	2,69 tonnes	2,69 tonnes	2,59 tonnes

L'exploitant a déclaré ne plus employer de Cyanure de Cuivre I (relevant de la rubrique 4110-1) alors qu'il en est question dans l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017.



Par ailleurs, l'exploitant a transmis les fiches de sécurité (FDS) des produits associés à ces deux rubriques. À la lecture de ces FDS, il est indiqué que :

- L'acide chromique relève notamment de la mention de danger H271 – catégorie 1 ce qui classe la substance sous la rubrique 4440 ;
- L'oxyde de cadmium relève notamment de la mention de danger H330 – catégorie 2 ce qui classe la substance sous la rubrique 4120-1.

Enfin, la quantité déclarée d'Oxyde de Chrome VI est supérieure à la quantité pour laquelle l'exploitant est autorisé à exploiter (100 kg supplémentaires). Pour autant, le seuil à autorisation des 10 tonnes de la rubrique n'est pas dépassé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour sa situation administrative notamment vis-à-vis des rubriques 4xxx

Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de vérifier le classement de l'acide chromique et de l'oxyde de cadmium et par extension de l'ensemble des produits qui sont mis en œuvre sur son exploitation, des bains, mais également les quantités et le calcul par cumul des seuils SEVESO. Il est nécessaire que cette vérification se base sur les dernières fiches de sécurité disponibles (cf. point de contrôle n° 2), sur les règles définies à l'article R. 511-12 du Code de l'environnement pour la détermination de la rubriques ICPE « principale » pour chacune des substances, ainsi que le guide technique de l'INERIS relatif à la classification des mélanges chimiques .

Les mises à jour seront à intégrer dans le prochain Porter-à-Connaissance que doit déposer l'exploitant dans les prochains mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 2 : Fiches de données de sécurité**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mise à jour des fiches de sécurité

**Prescription contrôlée :**

La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s)membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/l'entreprise;
- 2) identification des dangers;
- 3) composition/informations sur les composants;
- 4) premiers secours;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;
- 7) manipulation et stockage;

- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;
- 9) propriétés physiques et chimiques;
- 10) stabilité et réactivité;
- 11) informations toxicologiques; L 396/110 FR Journal officiel de l'Union européenne 30.12.2006
- 12) informations écologiques;
- 13) considérations relatives à l'élimination;
- 14) informations relatives au transport;
- 15) informations relatives à la réglementation;
- 16) autres informations.

[...]

La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes:

- a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles;
- b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée;
- c) une fois qu'une restriction a été imposée.

La nouvelle version datée des informations, identifiée comme "Révision: (date)", est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique à tous les destinataires antérieurs à qui ils ont livré la substance ou la préparation au cours des douze mois précédents. Toute mise à jour après l'enregistrement comporte le numéro d'enregistrement.

#### **Constats :**

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis les fiches de sécurité (FDS) des produits associés aux rubriques 4110 & 4120 (cf. point de contrôle n° 1).

Outre des différences de classement au regard de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017, certaines fiches de sécurité ont plus de 10 ans : Acide fluorhydrique (révision de la FDS du 08/11/2013) et Acide nitrique (révision de la FDS du 24/11/2015).

Bien que les FDS n'aient pas de durée de validité, depuis le 1er janvier 2021, chaque fiche de données de sécurité doit être émise ou révisée conformément aux exigences substantielles et formelles du Règlement (UE) n°2020/878. Les fiches de données de sécurité qui ne sont pas conformes à ce règlement, mais qui sont conformes au Règlement (UE) n° 2015/830 du 28/05/2015 pouvaient être utilisées jusqu'au 31 décembre 2022. Or, compte-tenu de l'ancienneté de la FDS de l'acide fluorhydrique, cette dernière ne répond même pas au Règlement (UE) n°2015/830. Par conséquent, les FDS de certaines substances dangereuses présentes sur le site ne sont pas conformes.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se rapprocher de son ou ses fournisseurs afin d'avoir des FDS plus récentes pour les substances dangereuses présentes sur son site. Il doit transmettre, à l'inspection des installations classées, les FDS répondant au Règlement (UE) n°2020/878 dans un délai de 4 mois.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 3 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>ARTICLE 2.2.2 - PLAN DES RÉSEAUX</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature(interne ou au milieu);</li> <li>• la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation gère quatre types d'effluents sur son site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les eaux de process (ou eaux industrielles) ;</li> <li>• Les eaux pluviales de voirie ;</li> <li>• Les eaux usées (ou eaux vannes) ;</li> <li>• les eaux d'extinction d'incendie en cas de sinistre.</li> </ul> <p>Ces effluents sont gérés par des réseaux séparés. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté deux plans des réseaux, celui relatif aux eaux industrielles (précisant également les lignes de traitement et la position de la STEP industrielle, cf point de contrôle n° 3) et celui relatif aux eaux usées, aux eaux pluviales de voiries et aux eaux d'extinction.</p> <p>Toutefois, dans son calcul de D9A (cf. point de contrôle n° 8), il est spécifié que le volume du bassin de confinement est de 279 m<sup>3</sup>, ce qui est également cohérent avec les réponses apportées aux suites de l'inspection de 2021 (courrier de l'exploitant du 03 mars 2021). Or, le plan présenté fait mention d'un bassin de confinement de 270 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan des réseaux pour que le volume du bassin de confinement rende compte de son volume utile de stockage réel pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 4 : Gestion et entretien des ouvrages d'épuration et de pré-traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, articles 2.3.1.2 & 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2.3.1.2. LES EAUX PLUVIALES</p> <p>Le site dispose d'un séparateur d'hydrocarbures pour le traitement des eaux pluviales de ruissellement avant rejet. L'exutoire est muni d'un obturateur. Les eaux pluviales sont rejetées dans le bassin des eaux pluviales de la zone industrielle puis dans le réseau communal séparatif.</p> <p>ARTICLE 2.3.3 - GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT</p> <p>Les installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition.) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>En cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement des installations de traitement (ou de pré-traitement) l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prends les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées ;</li> <li>• dispose d'une capacité de 60 m³ en cuves vides (tampon) pour stocker les effluents.</li> </ul> <p>Ceux-ci seront réintroduits dans les installations de traitement dès que leur fonctionnement normal aura été rétabli. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de toutes les mesures prises suite à une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement.</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment). Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et, si besoin, ventilés.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site ne rejette aucun effluent industriel. Les eaux industrielles (bains d'électrolyse d'une part et eaux de « préparation » d'autre part, i.e dégraissage, préparation de surface et rinçage) sont traitées et recyclées en interne via une station d'épuration industrielle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bains contenant du chrome VI font l'objet d'une réaction de réduction en chrome III ;</li> <li>• Les eaux qui en résultent, les autres bains métalliques ainsi que les eaux de « préparation » font ensuite l'objet d'une neutralisation puis sont traitées par précipitation (hydroxydes de métaux) ;</li> <li>• Les eaux de surverse font ensuite l'objet d'une évaporation qui permet de produire un concentrât d'une part et de l'eau distillée d'autre part, tandis que les boues liquides chargées en métaux lourds (hydroxydes métalliques) sont pressées et l'eau qui en est issue est ensuite filtrée pour produire de l'eau déminéralisée ;</li> <li>• Ces eaux sont ensuite réinjectées dans le process sachant qu'une partie de l'eau</li> </ul>

déminéralisée nécessaire est renouvelée et produite à partir d'eau de ville (5 à 10 %) ;

- Les différentes boues ainsi que le concentrât font enfin l'objet d'évacuation en filière spécialisée (cf point de contrôle n° 12).

L'exploitant a indiqué que ce process de traitement est régulièrement suivi avec une analyse continue de paramètres et contrôlé annuellement. En cas de dysfonctionnement, les eaux industrielles peuvent faire l'objet d'un stockage tampon de 60 m<sup>3</sup> (4 cuves vides de 15 m<sup>3</sup>) et peuvent être réintégrées au traitement à faible débit. Ces cuves sont situées à l'extérieur du bâtiment et il n'a pas été constaté d'anomalie apparente sur celles-ci. L'exploitant a indiqué qu'en moyenne, il produit 12 m<sup>3</sup>/j d'eaux industrielles permettant de tenir environ 1 semaine sans devoir arrêter l'exploitation en cas d'incident. L'exploitant a indiqué qu'un contrat d'intervention d'urgence était prévu dans le futur pour l'évaporateur et ainsi permettre de pouvoir disposer de pièces de rechange pour l'entretien de premier niveau.

Quant aux eaux pluviales de voiries, celles-ci transitent par un bassin de confinement enterré et un dispositif décanteur-séparateur d'hydrocarbures, ce dernier étant entretenu annuellement par la société « SMAB » (la dernière intervention datant du 10 juin 2025). Ce bassin de confinement permet également de recueillir les eaux d'extinction d'incendie (cf point de contrôle n° 7). En absence d'évènement accidentel, les eaux pluviales qui transitent par ce bassin de confinement sont relevées vers le dispositif décanteur séparateur d'hydrocarbures par deux pompes de relevage, avant rejet au réseau d'eaux pluviales de la ZAEC débouchant sur un bassin, situé sur la parcelle voisine à l'est de l'exploitation.

Enfin, les eaux vannes sont rejetées au réseau communal d'assainissement collectif avant transit vers la STEP communale.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : VLE des eaux pluviales de voiries et mesure périodique de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, article 2.3.8 & 2.3.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Collecte des effluents

**Prescription contrôlée :**

##### ARTICLE 2.3.8 - VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES DE VOIRIES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales et résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	concentration moyenne journalière (mg/l)
MEST	30
DCO	125
DBO <sub>5</sub>	30
HCT	5

**ARTICLE 2.3.9 - MESURE PERIODIQUE DES REJETS EAUX PLUVIALES DE VOIRIES**

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 2.3.8 sera effectuée une fois par an par un organisme agréé par le ministère de l'environnement. Les mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit au moins deux prélèvements espacés d'une demi-heure.

**Constats :**

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection, le dernier compte-rendu d'analyse des eaux pluviales réalisée par le laboratoire « SYPAC » en date du 02 décembre 2025 qui indique aucun dépassement des valeurs limites d'émission.

Toutefois, l'arrêté préfectoral prescrit un prélèvement continu sur 30 min ou constitué de deux prélèvements ponctuels espacés de 30 min. Or, le compte-rendu transmis par l'exploitant indique un prélèvement ponctuel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se rapprocher du prestataire pour connaître la méthodologie du prélèvement afin de vérifier que celle-ci est bien conforme à son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 6 : VLE des rejets atmosphériques et mesure périodique de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 3.2.4 & 3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :****Article 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES**

La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Paramètres	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F (Acide Fluorhydrique)	2
Ni (Nickel)	5

CN (Cyanures)	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO2	200
SO2 (Dioxyde de soufre)	100
Cr Total (Chrome)	1
Cr VI (Chrome hexavalent)	0,1

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

#### ARTICLE 3.3.1. CONTENU ET PÉRIODICITÉ

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;
- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée tous les ans (en fonction des rejets représentatifs du fonctionnement des installations) selon les normes en vigueur, par un organisme agréé. Les débits issus de chaque exutoire concerné par une limite en concentration et en flux sont également mesurés.

#### Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle de ses rejets atmosphériques en date du 17 avril 2025, et réalisé par le bureau d'étude « Apave ». Ces rejets correspondent à trois zones de traitement de surface (ateliers cyanures, aciers et aluminium).

Le rapport indique aucune non-conformité mais sont néanmoins absents des analyses les paramètres suivants :

- Nickel ;
- Dioxyde de Soufre.

Suite à ce manquement, l'exploitant a transmis a posteriori un devis auprès du « bureau Veritas » pour le prochain contrôle de 2026 qui intégrera une mesure des rejets atmosphériques de Dioxyde de Soufre et du Nickel.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Étant donné que le contrôle périodique des VLE atmosphérique est annuel, il est demandé à

l'exploitant de s'assurer que les paramètres manquants soient bien mesurés lors du prochain contrôle et de transmettre le compte-rendu associé. En cas de non-conformité, l'exploitant devra prendre les mesures correctives nécessaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 7 : Calcul de la consommation d'eau spécifique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, article 2.4.1 & 2.4.2

**Thème(s) :** Autre, Eaux de rinçage

**Prescription contrôlée :**

**ARTICLE 2.4.1 - MÉTHODE DE CALCUL ET ESTIMATION**

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.

Cette consommation d'eau spécifique est inférieure à 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage ;
- les vidanges de cuves de rinçage ;
- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- les vidanges des cuves de traitement ;
- les eaux de lavage des sols ;
- les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de refroidissement ;
- les eaux pluviales ;
- les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quelque soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

**ARTICLE 2.4.2 - RÉVISION DE LA CONSOMMATION SPÉCIFIQUE**

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

**Constats :**



L'exploitant a transmis le calcul de consommation spécifique mis à jour en 2025. Le calcul obtenu est de 7,04 l/m<sup>2</sup> par fonction de rinçage. Cette valeur est calculée à partir de la valeur moyenne journalière d'eau consommée, d'une moyenne journalière des surfaces traitées et du nombre moyen de rinçage (le nombre de rinçages étant différent selon le traitement de surface choisi, pour une pièce donnée).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Bassin de confinement et bassin d'orage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.6.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction d'incendie

**Prescription contrôlée :**

(modifié par l'arrêté préfectoral n° 2017/DRIEE/UD77/056 du 15 juin 2017)

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées dans un bassin de confinement enterré d'une capacité de 390 m<sup>3</sup>.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les organes de commande nécessaires à la mise en service éventuelle de la rétention doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Avant saturation du volume de confinement, l'exploitant recourt à des sociétés spécialisées chargées de pomper les effluents. Ils ne peuvent être rejetés au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. [...]

**Constats :**

En cas d'évènement d'accidentel, les eaux d'extinction transitent via un bassin de confinement de (270 m<sup>3</sup> d'après le plan des réseaux, cf point de contrôle n° 2). Ce bassin de confinement est équipé de pompes de relevage permettant de relever, vers le décanteur séparateur d'hydrocarbures, les eaux pluviales qui transitent également par ce bassin. Ces pompes en fonctionnement discontinu (un flotteur détecte la présence de liquide à pomper), font office de système d'isolement en cas de sinistre et sont contrôlés en interne annuellement. L'exploitant a indiqué que les pompes sont désactivées par coupure générale du système électrique en cas d'évènement accidentel. Pour autant, la consigne d'arrêt d'urgence ne mentionne pas l'arrêt de ces pompes.

Concernant la différence avec la prescription, l'exploitant a présenté le calcul du D9A qui stipule un besoin de rétention de 290 m<sup>3</sup> dont 279 m<sup>3</sup> pour le bassin de confinement et 14 m<sup>3</sup> au sein du bâtiment justifiant ainsi que le besoin de 290 m<sup>3</sup> est respecté avec une offre de 293 m<sup>3</sup>. Néanmoins, la modification de l'exploitation à l'origine de la baisse de ce besoin en rétention n'a pas été précisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Bien que le besoin de rétention (D9A) est compatible avec l'offre, l'exploitant doit justifier l'origine de ce calcul à la baisse. Cela devra être intégré dans le Porter-à-Connaissance qu'il doit déposer dans les prochains mois. Ce PAC sera transmis au SDIS de Seine-et-Marne pour avis.

La consigne d'arrêt d'urgence doit être mise à jour pour intégrer l'arrêt des pompes de relevage qui jouent le rôle de dispositif d'isolement des eaux d'extinction d'incendie.

De plus, l'exploitant doit justifier l'absence de surverse vers le décanteur séparateur d'hydrocarbures (« bypass ») ou de refoulement en cas de saturation du bassin de confinement par les eaux d'extinction d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 9 : Surveillance Piézométrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, article Titre 3 - Chapitre 3.3 et Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 36

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bilans périodiques

**Prescription contrôlée :**

Arrêté Préfectoral du 15/06/2017, Titre 3 - Chapitre 3.3

La société REVETECH (SAFRAN) poursuit une surveillance annuelle de la qualité des eaux souterraines, au droit du site à partir de 3 piézomètres dont 1 en amont du site et 2 en aval dans le sens d'écoulement de la nappe phréatique.

Les échantillons d'eau prélevés sont analysés pour les paramètres suivants :

- COHV ;
- Hydrocarbures totaux ;
- Chrome VI ;
- Métaux lourds (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Al, Sn, Argent, Titane).

Les rapports d'analyses de la surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 36

I. - L'exploitant d'une installation où sont présentes plus de 5 tonnes de produits très toxiques ou 50 tonnes de produits toxiques réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes, à moins que le préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols et après avis du conseil départemental d'hygiène, donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance :

1. Un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.
2. Deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée au point 1 ci-dessus.
3. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser

une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

II. - Les dispositions ci-dessus peuvent également être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.

#### **Constats :**

Les trois ouvrages de surveillance piézométrique existants sont installés depuis 2014.

L'exploitant a transmis le compte-rendu des dernières analyses des eaux souterraines en date du 02 décembre 2025. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir une interprétation des résultats de ce suivi annuel.

Une surveillance des eaux souterraines conformément à l'article 36 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 doit être réalisée si la quantité de produits « très toxiques » mis en œuvre sur l'exploitation dépasse 5 t. Étant donné que l'exploitant doit mettre à jour sa situation administrative au regard des rubriques 4xxx, il subsiste une incertitude quant à la quantité de produits « très toxiques » qu'il détient sur site et s'il est soumis aux dispositions à l'article précité.

Par ailleurs, l'Inspection a constaté l'absence d'une analyse aux cyanures sur ce compte-rendu, alors qu'il s'agit d'une substance employée sur le site : celle-ci devrait donc être considérée comme pertinente au sens de la surveillance environnementale.

Enfin, l'exploitant a également transmis les fiches de prélèvement dans les piézomètres associées à la dernière campagne de surveillance. Ces dernières mentionnent l'absence de bouchon étanche, voire de cadenas pouvant provoquer un risque de pollution, ce qui n'est pas conforme aux règles de l'art prévues par la norme NF X31-614. En effet, les trois ouvrages sont affleurants, au niveau du sol, et situés pour partie sous des zones de circulation et de stationnement. Cette configuration est susceptible d'entraîner une contamination des eaux souterraines par infiltration directe depuis la surface.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Une surveillance des eaux souterraines implique d'interpréter les résultats obtenus, notamment au regard de valeurs de référence ou encore sur le sens d'écoulement des eaux souterraines (isopièze). Aussi, il est demandé à l'exploitant d'intégrer cet aspect lors des prochaines campagnes de surveillance.

En outre, l'exploitant doit déterminer la quantité de produits « très toxiques » mis en œuvre sur l'exploitation. Si cette quantité dépasse 5 t, l'exploitant est tenu de réaliser une surveillance des eaux souterraines conformément à l'article 36 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité. Le cas échéant, l'exploitant devra :

- Justifier la position des ouvrages de surveillance sur une étude hydrogéologique ;

- Effectuer une surveillance deux fois par an de la nappe (habituellement en périodes de basse et haute eaux) sur les substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte-tenu de l'activité actuelle ou passée.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'intégrer le cyanure et toute substance pertinente au regard de son activité dans son programme de surveillance.

Enfin, l'exploitant doit mettre en conformité ses ouvrages de surveillance pour qu'ils respectent à minima les règles de l'art prévues par la norme NF X31-614, en particulier concernant la prévention de la pollution provenant de la surface (et des voitures stationnant sur le parking). A titre d'information et dans la mesure du possible, l'exploitant pourra prendre en compte les règles générales fixées par le nouvel arrêté de 18 mars 2026 concernant la création d'ouvrage de surveillance des eaux souterraines (entrée en vigueur au 31 décembre 2027).

Les modifications des modalités de la surveillance des eaux souterraines devront être précisées dans le Porter-à-Connaissance que doit déposer l'exploitant dans les prochains mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.6.1 & 7.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

##### ARTICLE 7.6.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. [...]

##### ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. [...]

**Constats :**

Le site est équipé d'un nouveau système de détection installé le 08 décembre 2025, comme en atteste le procès verbal d'installation de la société « Firemob ».

L'exploitant a transmis a posteriori les derniers comptes rendus de contrôle pour :

- les extincteurs (Q4) réalisé par la société « TSI Extincteurs » en date du 19 décembre 2025 ;
- des trappes de désenfumage réalisé par la société « Extincteurs Eclair » en date du 27 mars 2026.

Ces comptes-rendus précisent les éventuelles interventions réalisées et ne font état d'aucune anomalie.

Concernant les poteaux incendie, l'exploitant a transmis les contrôles des deux hydrants à proximité de son exploitation et datant respectivement du 12 juin 2023 et 23 février 2024. Bien que datant depuis plus d'un an, ceux-ci ne font état d'aucune détérioration et indiquent qu'ils sont respectivement en mesure de fournir 134 et 141 m <sup>3</sup> /h, satisfaisant ainsi le besoin défini dans le document D9, à savoir environ 90 m <sup>3</sup> /h. Ce besoin est majoré à 120 m <sup>3</sup> /h (multiples de 60 m <sup>3</sup> /h).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au même titre que le D9A, le calcul du D9 sera joint au Porter-à-Connaissance que doit déposer l'exploitant. Ce calcul sera transmis au SDIS pour avis.  Il est également demandé à l'exploitant de se rapprocher de la commune de Mormant pour obtenir les derniers contrôles de ces poteaux incendie et vérifier qu'ils permettent toujours de répondre aux besoins en eau du site en cas de sinistre. Cette vérification doit inclure une mesure en simultané des débits.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 11 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50% de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> [...]         Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que les bidons des divers produits chimiques du local de stockage étaient <u>dans</u> <u>des</u> bassines de rétention, modifiant de fait le volume de rétention disponible pour ces produits.  Par ailleurs, il a été constaté la présence d'un réservoir fermé d'eau de rinçage « souillée » (d'après



l'exploitant), en attente de retraitement stocké à l'extérieur du site, non loin du piézomètre amont ; ce dernier étant posé à même le sol. Qui plus est, l'étiquetage fait mention d'un « bain usé (décapage chlorhydrique) » et n'est donc pas en adéquation avec le contenu indiqué par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de corriger ces conditions de stockage afin que les volumes de rétention soient libres de tout autre contenant et soient uniquement alloués aux épanchements et fuites accidentelles (ou à minima de justifier que le volume libre disponible satisfasse les règles de rétention).

Par ailleurs, tout contenant de fluides devant faire l'objet d'un traitement et susceptibles d'être pollués doivent être mis sur rétention. Par conséquent, le stockage d'eau de rinçage, susceptible d'être polluée et en attente de retraitement, doit être mis sur rétention et l'étiquetage approprié doit être mis en place. Ceci est valable pour tous les stockages « tampon ».

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 12 : Élimination des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 5.3.2

**Thème(s) :** Autre, Déchets

**Prescription contrôlée :**

**ARTICLE 5.3.2. EXPÉDITION**

Toute expédition de déchets dangereux vers l'extérieur fait l'objet d'un bordereau de suivi de déchets dûment renseigné, établi en application des articles R 541-42 à R 541-48 et de l'article R 541-78 du Code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets et de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire de suivi des déchets dangereux. La copie des bordereaux de suivi de déchets dangereux est conservée à minima pendant cinq ans et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant vérifie lors du chargement que le conditionnement ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport des déchets sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

**Constats :**

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis les derniers bordereaux de déchets produits par l'exploitation, en l'occurrence :

- Le BSDD n° 20260320-09WF0ZE0T correspondant aux boues d'hydroxydes pour un enlèvement de 1,435 tonnes en date du 23 mars 2026 (code déchets 16 10 01\*) ;
- Le BSDD n° 20260320-72PQV2FAN correspondant aux concentrats issus de l'évaporateur, pour un enlèvement de 1,371 tonnes en date du 23 mars 2026 (code déchets 11 01 09\*) ;
- Le BSDD n° 20250605-P3VJVY5V9 correspondant aux boues du dispositif séparateur



décanteur d'hydrocarbures, pour un enlèvement de 1,68 tonnes en date du 10 juin 2025 (code déchets 13 05 08\*).

Les boues d'hydroxydes métalliques et les concentrats ont été enlevés et traités par la société « SARP Industries » (ces éléments ont une teneur en eau faible après traitement et sont « solides »). Les boues du dispositif décanteur séparateur ont été enlevées par la société « SMAB » et traitées par la société « Ecopur ».

Ces BSDD sont disponibles sur « Vigiedéchets » (« Trackdéchets »), complets et aucune erreur n'a été détectée par l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/06/2017, article Titre 3 - Chapitre 3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bilans périodiques

**Prescription contrôlée :**

**CHAPITRE 3.2 - DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES**

Les émissions polluantes dans l'air, l'eau et le sol ainsi que la production de déchets de l'établissement sont déclarées conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

**Constats :**

L'exploitant a effectué sa télédéclaration de ses rejets annuels dans GEREP le 27 mars 2026 au titre de l'année 2025. Cette déclaration sera analysée prochainement par l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

